La Commune

Au lendemain des élections régionales. Faits, déclarations et chiffres.

La Lettre de la Commune
Pour un Parti des Travailleurs

« Un vieux monde politique meurt»[1]

Au lendemain du second tour des régionales, le champ électoral est dévasté. De l'Union sacrée décrétée dans la nuit noire du 13 novembre, il ne reste rien. La politique ayant horreur du vide, un torrent de commentaires se déverse sous un épais brouillard médiatique. Pourtant entre les deux tours, ils n'y sont pas allés de main morte. Valls invoquant le spectre de la guerre civile, des éditorialistes injuriant les abstentionnistes, les Diafoirus de la « république » diagnostiquant « la percée historique » du FN, le front de gauche PCF-PG et EELV renouant avec « l'union de la gauche » sous l'égide du PS. Une chose est sûre : ces élections laissent déjà derrière elles de graves séquelles.

1. L'abstentionnisme ouvrier et populaire tient le haut du pavé

Nette hausse de la participation ! Sursaut républicain ! L'heure est au déni. Pour traîner une partie des abstentionnistes dans les bureaux de vote, les médias et les « politiques » se sont livrés à un chantage au fascisme : *attention, le FN va conquérir des régions et « si vous ne votez pas », Marine Le Pen va l'emporter en 2017 et ce sera la guerre civile. Alors, quoi que vous pensiez de notre politique, quels que soient les sacrifices sociaux et privations de liberté à venir, il faut voter contre le FN* . Au reste, pour contrer le FN, ses « pourfendeurs » ont trouvé l'astuce : commencer à appliquer le programme du FN, à sa place. L'état d'urgence obéit à cette logique. Et cela ne va pas sans lapsus : « nous serons toujours du côté des dictateurs » a prévenu Sarkozy. Lapsus révélateur, ô combien ! De guerre lasse … Dans leur grande majorité, les ouvriers, les employés et les jeunes ont « reconduit » la grève du vote du 1er tour, de façon très lucide. Ce que les sondages ne peuvent masquer plus longtemps

Tout le monde ne veut pas l'entendre de cette oreille : le philosophe mondain vide sa bile contre les abstentionnistes.

Raphaël Enthoven , voyait dans ce refus d'aller aux urnes l'indice d'une *« inquiétante nullité du corps électoral »*, plutôt qu'une preuve de la pauvreté de l'offre politique : *« À force de s'émerveiller que les électeurs aient été plus nombreux qu'en 2010, on en oublie quand même un peu vite que la moitié d'entre eux ne sont pas allés voter, ce qui reste quand même considérable. […] Qui veut s'abstenir trouvera toujours de bonnes raisons pour le faire ; en cela, le comportement de l'abstentionniste ne renseigne pas sur la nullité des élus, mais sur celle des électeurs »*, qui sont, selon le philosophe, *« des ingrats, des fainéants et des malhonnêtes, des irresponsables, des orgueilleux et des snobs »*. Et de conclure d'un franc : *« Abstention, piège à cons »*, détournant le célèbre *« élection, piège à cons »* de Sartre. »

Il exprime ici tout haut la haine qui anime les tenants du pouvoir et de l'ordre établi envers les abstentionnistes. On ne résiste pas ici à l'envie de rappeler la fameuse formule de Bertold Brecht :

« J'apprends que le gouvernement estime que le peuple a « trahi la confiance du régime » et « devra travailler dur pour regagner la confiance des autorités ». Dans ce cas, ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? »

Les abstentions ouvrières et populaires sont une grève du vote, avons-nous dit au lendemain du premier tour. Pour la première fois, un institut de sondage s'enquiert d'en décliner la base sociale, au lendemain du premier tour :

Par « tranche d'âge » : Personnes âgées : 33%. 18-24 ans : 65%. 25-34 ans : 66%

Par « catégories » : Ouvriers : 61%. Employés : 58%

Mais, encore une fois, le vrai sondage, c'est le « taux d'abstention » dans les villes ouvrières et populaires

Aubervilliers (93) : 62,32%. Trappes (78) : 54,06%. Les Mureaux (78) : 56,93%. Valenton (94) : 59,12%. Saint Denis (93) : 61,13%. Vaulx en Velin (69): 63, 87 %. Forbach (57): 53,99%. Brest (29) : 51,21%

Ce simple échantillonnage nous donne un aperçu saisissant du contenu social de l'abstentionnisme. On peut imaginer aisément les taux d'abstentions à 70 et 80% dans les bureaux de vote les plus ouvriers.

2. Le FN n'atteint pas son objectif « à portée de voix »

De 6 421 426 voix en 2012 à 6 820 477 aujourd'hui, le FN semble connaître une progression qui conforte tous ceux qui ont proclamé « la percée historique » de ce conglomérat hybride au lendemain du premier tour (en se gardant bien de préciser qu'il perdait en réalité 400 000 voix par rapport à 2012).

Au premier tour, le FN recueillait 6 018 914. Aussi bien, le bond de 800 000 voix en une semaine peut sembler impressionnant, digne d'une blitzkrieg. Mais nos politicologues-sondologues-médiatologues feignent ici d'oublier qu'au 1er tour, « Débout la République » de Dupont-Aignant dont le programme ressemble comme deux gouttes d'eaux à celui du FN (les divergences ne portant que sur le ton) en recueillait précisément 827 211. Ces électeurs-là n'étaient pas disposés à accepter le « front républicain » que Valls appelait de ses vœux dès le …12 novembre ! (en prônant la fusion des listes LR-PS face au FN).

Mais ces chiffres ont le don de faire perdre la tête à Mélenchon qui, comme à l'accoutumée, s'emporte :

« *Certains prétendent que c'est la petite France aigre qui vote FN. Non ! Les gens ont voté FN pour tout faire sauter. Ils n'ont pas fait ça par erreur, ils ne se sont pas trompés, et parfois même ils n'ont rien contre les Arabes et les musulmans. Ils votent FN juste pour tout faire sauter, parce que la bonne société leur a dit : "Ce dont nous avons plus peur que tout, c'est de Mme Le Pen" ».* Pour un peu, les électeurs du FN seraient des « révolutionnaires fourvoyés » !!!

Or, ce sont tout simplement des gens qui, aigres ou non, votaient à droite auparavant dans leur immense majorité. Les turpitudes de la droite officielle les ont conduit au FN qui, de son côté, ne cesse de mettre de l'eau dans son vin pour les attirer dans son giron. En outre, si nous faisons une lecture comparée des discours d'un Estrosi et d'une Marionnette Maréchal-nous-voilà, il sera difficile de dire lequel des deux est le plus ouvertement et viscéralement xénophobe, raciste et antiouvrier. Et qui, de LR ou du FN a tenu les propos les plus « radicaux » contre les réfugiés. La fine cloison qui sépare LR du FN est devenue poreuse. Quant à la question de savoir si les électeurs FN sont aigres ou non, nous la laissons bien volontiers à Mélenchon et à son propre désarroi…

Pour parvenir à ce résultat, le FN a dû larguer le vieux Le Pen. Ce qui n'ira pas sans contradiction entre l'origine du FN créé par d'authentiques fascistes patentés (anciens miliciens et SS) et la direction qu'il prend aujourd'hui.

C'est ainsi que :

« *Au lendemain de ces élections, Robert Ménard, proche du FN mais non encarté, a demandé lundi au parti d'extrême droite de s'ouvrir " à des personnalités indépendantes de la droite patriote " en vue de l'élection présidentielle. Le FN doit " bâtir un programme présidentiel capable d'unir les électeurs des droites au deuxième tour " et considère que " ce programme ne peut pas être le seul fruit d'un travail interne" au parti. Le maire de Béziers demande ainsi de "fédérer les personnalités indépendantes de la droite patriote et les intégrer dans l'élaboration de ce programme* " (sources : Le Point) »

La veille, à peine remise de son échec, à 22h10, Marion Maréchal avait lâché : "Une nouvelle page se tourne, la recomposition de la vie politique est inéluctable et elle partira de notre région"

En effet. La banqueroute du parti LR ex UMP rend nécessaire la réorganisation de la représentation politique de la bourgeoisie, mais le FN ne pourra y jouer un rôle moteur tant qu'il n'aura pas fait main basse sur des départements et des régions. Sous ce rapport, le FN a perdu et bel et bien perdu. A tout le moins, la

multiplication de ses élus régionaux lui procure une part de la grande mangeoire et le soulage, quelque peu, de ses difficultés financières chroniques. Mais, cela pousse à son intégration toujours plus poussée dans le « système ». Le tout dans un rapport où son audience électorale incontestable n'est pas en adéquation avec sa force militante, tout à fait dérisoire à ce jour et avec sa capacité de mobilisation dans la rue, lors des campagnes électorales et dans les meetings. Ce « parti » manque de bras et de têtes. A cet égard, il n'est en rien comparable avec les ligues d'extrême droite d'avant-guerre ou avec l'ébauche de parti fasciste suscité par Jacques Doriot (le PPF, parti populaire français). Pas plus qu'il n'est comparable avec cette formation à caractère de masse que fut le RPF de de Gaulle (rassemblement du peuple français, de 1947 à 1953 spécialisé dans les agressions physiques contre les ouvriers en grève et piquets de diffuseurs du PCF.)

Alors que ces ligues s'étaient forgées dans le combat contre le régime de la III ème république (et le RPF contre la IVè république), en faisant le coup de poing contre les organisations ouvrières et démocratiques, le FN est comme l'a fort bien souligné le philosophe Jacques Rancière, ces tout derniers jours « un pur produit de la Vème République ». Le point de vue qu'il exprime sur le FN est une pièce édifiante à verser au débat :

« *J'avais écrit en 1997 un texte satirique intitulé : «Sept règles pour aider à la diffusion des idées racistes en France». J'y mettais à nu le double jeu des politiciens, journalistes et intellectuels qui stigmatisaient le FN et ses électeurs tout en diffusant ses idées, et notamment en relayant l'obsession du «problème» des immigrés.*

Depuis lors, on a fait encore mieux. Des intellectuels dits «de gauche» ont aidé à rénover l'idéologie du FN en enrôlant la République, la laïcité, l'universalisme et l'égalité des sexes au service de la stigmatisation des «barbares». Et les partis de gouvernement qui ont permis la destruction du tissu industriel et des solidarités sociales ont pris le relais avec leurs campagnes «républicaines».

Quand tous ces gens viennent dire : «Nous sommes le seul rempart contre le FN», je ne m'étonne pas du nombre de ceux qui pensent que, somme toute, les assaillants sont peut-être préférables à ces remparts […] Le succès du Front national est un effet de la destruction effective de la vie démocratique par la logique consensuelle. On voudrait identifier le FN aux bandes paramilitaires d'hier recrutées dans les bas-fonds pour mettre à bas le système parlementaire, au nom d'un idéal de révolution nationale. Mais c'est un parti parlementaire qui doit son succès au contre-effet du système électoral en vigueur et à la gestion médiatique de l'opinion par la méthode du sondage et du commentaire permanents. Je ne vois pas ce qu'il gagnerait dans des aventures antiparlementaires et paramilitaires imitées des mouvements fascistes des années 1930. Ses concurrents électoraux espèrent tirer profit de cette assimilation. Mais ceux qui veulent «constitutionnaliser» l'état d'urgence sont-ils les protecteurs de la démocratie menacée? La lutte contre le FN est la lutte contre le système qui l'a produit. »

[http://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20151210.OBS1156/jacques-ranciere-le-fn-est-un-pur-produit-de-la-ve-republique.html]

Voilà qui recoupe, par bien des aspects, ce que nous expliquons depuis des années. De plus, à ce stade, le FN est pris dans les rets de ce que le vieux Le Pen appelait « Establishment » (ou « Etablissement »), le « système ». Il est devenu un parti institutionnel, jouant au sein du vieux régime de la Vème République, sa partition. Il a trouvé une base sociale au sein de la base sociale petite bourgeoise de la droite dite « Républicaine », qui était autrefois celle du gaullisme. Le 5 octobre, le FN jouait dans le même concert que celui des pourfendeurs des salariés d'Air France. Il a pris toute sa place dans l'Union sacrée décrétée le 13 novembre. Il a voté, sans chercher à surenchérir (et, pour cause) l'état d'urgence.

Nous le disons tout net : il n'y a pas, pour l'instant, de danger fasciste, en France. Bien entendu, nous prenons très au sérieux les agressions islamophobes. Lorsqu'un jeune de 17 ans est roué de coup par une dizaine de nazillons, au lendemain du 13 novembre, aux cris de « Islam, hors d'Europe », dans le silence assourdissant des médias de Monsieur Cazeneuve, nous pensons qu'une des tâches du mouvement ouvrier et démocratique est d'écraser la peste brune dans l'œuf. Le combat contre les menées de nervis fascistes commence par le combat contre l'islamophobie. Une forme de crypto racisme qui émane directement de l'appareil d'Etat et de l'exécutif. Si combat antifasciste, il doit y avoir, il commence par le combat pour la Levée de l'Etat d'Urgence.

3. « Les Républicains », entre « union nationale » et « front national »

Le parti « les républicains » est issu du morcellement et de la dislocation de l'UMP qu'il tente de contenir. Cette dislocation est le dégât irréparable de l'implosion de son appareil en novembre 2012, à l'occasion du duel Fillon-Copé qui avait défrayé la chronique. Sarkozy qui avait fait vœu de chasteté politique après sa lourde défaite a tiré profit de ces convulsions pour s'ériger en sauveur suprême de ce parti déliquescent et, chemin faisant, se dresser en sauveur suprême de la France, en 2017. C'est ainsi que ce cheval de retour est devenu le chef d'une formation qui, en définitive, n'était pas taillé sur mesure pour lui. Passons sur les affaires qui ne finissent pas de le rattraper et sur la preuve enfin apportée du financement de ses gesticulations par Khadafi. Le voici contraint de camper désormais le personnage de « Seul contre tous »… Dans un champ de ruines électorales.

Au premier tour des élections régionales de 2010, sur fond d'impopularité générale du gouvernement Sarkozy-Fillon, l'UMP récoltait 5 066 942 voix. En 2015, sur fond d'impopularité extrême du gouvernement Hollande-Valls, LR obtient 700 000 voix supplémentaires, récupérant à grand peine une maigre fraction des électeurs « de droite » abstentionnistes en 2010. Le moins que l'on puisse dire est que ce parti « de sac et de cordes » tire un bénéfice très-très marginal de l'impopularité du gouvernement dont il est censé être l'opposition. Et s'il obtient 10 millions de voix au second tour, il doit ce surcroît de suffrages au Parti socialiste. Le tout pour 7 régions, seulement.

Tant et si mal qu'entre les deux tours, Xavier Bertrand a prié le suffrageophage Sarkozy de ne pas pointer son nez dans les meetings électoraux. De son côté, Morano a poursuivi l'ancien chef de l'Etat de sa vindicte en lui imputant les mauvais résultats dans l'Est, à la suite de son éviction comme tête de liste.

Au lendemain de ce piteux second tour, Xavier Bertrand fait la leçon *« Regardez le spectacle de ma famille politique, où la seule réponse apportée à cela, c'est l'organigramme des Républicains ou la date de la primaire, s'est-il exclamé, lundi 14 décembre,. Mais mon Dieu ! Qu'ils se réveillent ou alors on va vers une catastrophe politique.* » sur France 2. Et de conclure : *« Ces trente dernières années, la classe politique a failli. Il y a bien une faillite collective. J'ai fait partie de cette classe politique. »* Ce mea culpa en trompe-l'œil vise en réalité Sarkozy et les siens.

Par-delà les questions de personne, les ambitions politiques des uns et des autres, les règlements de comptes, l'acuité de la crise politique place le parti LR devant un choix : ou bien tendre vers l'Union nationale et un bloc tacite avec le PS ou alors tendre vers le FN. A ce coin du tournant, Juppé, Raffarin, Kosciusko-Morizet ou Bertrand et Estrosi (qui viennent d'annoncer le retrait de leur candidature aux « primaires ») ne peuvent plus tergiverser. Si la « clarification » qu'ils appellent de leur vœu ne s'opère pas, ce sera la « catastrophe », c'est-à-dire la liquidation du parti organique de la Vème république, issu des différentes moutures du « parti gaulliste » de 1958 à nos jours. Raffarin sort du bois et abat les cartes :

*« La tâche est immense. Dans ce scrutin, il y a une chose claire: il y a eu un sursaut républicain pour empêcher le Front national de conquérir une région. Ça c'est une très bonne nouvelle, le sursaut républicain a été très important. Et ça, pour l'image de la France, pour le combat de la République, je pense que c'est un point très important […] La gauche a fait un coup de maître. Ce que demandent les électeurs à la politique, c'est d'être désintéressée. Et les socialistes ont dit 'nous sacrifions nos candidats pour empêcher le FN […] Pour moi le 'ni-ni' est une mauvaise stratégie. On ne peut pas même sur le même plan tout le monde au Parti socialiste et le FN » Et, de conclure : « **Je pense que nous devons travailler avec le gouvernement car le Front national est un adversaire commun et que nous l'avons battu ensemble dans les élections. Il faut le battre ensemble par l'action et donc il y a des actions communes que nous devons engager** »*

[http://www.bfmtv.com/politique/regionales-la-reaction-de-raffarin-sur-bfmtv-rmc-936787.html]

4. Le PS, défait et soulagé

La déroute du PS était inscrite dans le marbre de la situation. Mais, force est de constater qu'elle a été contenue : le PS obtient 5 régions, au jeu d'un mode de scrutin qui permet à la liste la moins minoritaire de s'octroyer une majorité absolue de conseiller régionaux et d'en assurer « l'exécutif », la présidence. Tout dirigeant sérieux du PS qui fait ses comptes sait que son parti est encore en sursis du fait de la tuerie du 13 novembre et du fait du poids relatif du FN. Mais, cela ne suffit pas à inverser la courbe de la baisse constante du nombre de voix (et d'adhérents) et la dispersion de sa base sociale.

Cela étant, il a échappé à un effondrement électoral comparable à celui qui s'était produit aux présidentielles de 1969 quand son candidat Gaston Deferre avait obtenu 5% des voix.

Le silence dans les rangs s'est imposé dans l'appareil de ce parti depuis le 13 novembre. Fini les « couacs », fini les « frondeurs ». Valls qui, à la primaire de 2011, avait été réduit à une bouillie de 5% des voix, semble faire la loi dans le « parti » et y imposer la « stratégie » liquidatrice de l'Union nationale, en vue d'une « grande coalition » en 2017, seul moyen pour le PS de survivre au sein des institutions et dans les allées du pouvoir.

Valls a aussitôt rebondi après les propos de Raffarin en faveur de « l'action commune avec le PS ». Par un tweet : « « *Un pacte républicain pour l'emploi. Tous rassemblés pour en finir avec le chômage ! O.K. avec Jean-Pierre Raffarin* ». Traduction : pacte républicain contre les chômeurs et les salariés en CDI.
[http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/12/17/la-strategie-transpartisane-de-manuel-valls-et-francois-hollande_4833497_823448.html#HqB5Ot9Ipyoiqljz.99]

Tel était l'objectif du retrait des listes PS au second tour en faveur de LR, dans les régions où ces listes étaient mal placées au premier tour : aller vers un accord politique avec la droite dite « modérée ». Modérée dans le propos et non dans l'acharnement à démolir le Droit social, à baisser le « coût du travail », à généraliser le travail précaire, à libérer « le marché ». Entre deux tours, Valls a agité le spectre de la guerre

civile « si le FN l'emporte ». Toujours en vue d'une Union nationale…contre la classe ouvrière et ses organisations, ses libertés, ses droits fondamentaux, arrachés au compte de toute la population. Le scenario semble bien ficelé, à une nuance près : le PS ne survivra pas à ce « bloc national » avec Juppé-Raffarin et consorts. À cet égard, il est significatif que la discussion reprenne, sur un changement de nom du PS. À n'en pas manquer, cette marche forcée à l'Union sacrée, dont le FN est un bien mauvais alibi, provoquera la fragmentation puis « le big bang » du PS (dont Rocard rêvait en 1993), c'est-à-dire sa destruction corps et bien. En réalité, il n'y a pas de « stratégie » : la défense de l'ordre bourgeois et du régime de la Vème République exige, à ce stade de la crise des institutions, de sceller cette union nationale même au prix de la liquidation du PS et de ce qui lui reste de base sociale dans les localités. Très vite, ce remède s'avérera pire que le mal qui frappe le régime car les abstentions ouvrières et populaires sont grosses d'un front du refus général. Privés du recours aux partis, privé de toute espèce d'adhésion populaire, les gouvernants d'aujourd'hui et de demain seront totalement isolés. La césure entre la société et les institutions sera alors totale. Une chose est sûre, ceux qui se jettent dans la perspective de l'union nationale des partis ne savent pas où ils vont : ils cherchent une issue : il n'y en pas dans le cadre de la Vème république et de l'état d'urgence, il n'y en a pas dans le cadre de l'Union Européenne, il n'y en a pas sous le fardeau de la Dette.

Aux régionales, la course à l'union nationale a eu un prix : malgré la fusion avec EELV et le PCF flanqué du PG, le PS a perdu l'Ile de France. Une mangeoire vitale pour le PS

5. Front de gauche : « *voilà, on s'est planté* » (Olivier Dartigolles)

Le certificat de décès du Front de gauche, huit ans après sa création, vient d'être déposé par ses propres géniteurs. On attend plus que le faire-part. Les déclarations d'Olivier Dartigolles, numéro 2 du PCF, en attestent. D'ailleurs, quand on est politiquement mort, on dit toujours la même chose : « il faut refonder » faute de ressusciter. L'un des objets du front de gauche était la survie du PCF sur le terrain électoral. A tout le moins, cette combinaison aura permis de freiner le processus de dissolution rampante du PCF, quelques années durant. Avec la caution « gauche », de l'extérieur, du NPA. Au lendemain des régionales, Dartigolles nous dit : « le front de gauche est un échec ». Il aura tout de même bu le calice jusqu'à la lie : le vote de l'état d'urgence, la fusion avec les listes PS. Toutes les postures « d'opposition de gauche à la politique du gouvernement » ont été battues en brèche. De notre côté, nous n'avons eu cesse de rappeler et de souligner que le FdG était un soutien du gouvernement Hollande-Valls, un satellite du PS godillot. Les sceptiques disaient que nous exagérions. En fait, c'est le cours des choses qui a « exagéré ». Ils sont loin, les 11% des présidentielles et les grandes effusions de la place de la Bastille en 2012. Dans leur écrasante majorité, les anciens électeurs de Mélenchon ont fait la grève du vote. Cette roue de secours du régime qu'était le FdG a crevé, avant même d'avoir roulé. Maintenant, il faut trouver une nouvelle combinaison qui fera mine de ne pas capter l'héritage du FdG. Une combine façon Podemos-Syriza « aux couleurs de la France ». Hélas, depuis la trahison de Tsipras, ce genre de formation « recomposée » a du plomb dans l'aile. Or, elle est nécessaire comme pendant « vachement gauche » de l'union nationale que PCF et PG appuient déjà de l'extérieur. Y être sans y être… En être, en fait ! De ce point de vue, les abstentions signifient aussi à l'adresse des staliniens et crypto-staliniens: « nous n'avons pas besoin d'illusionnistes, de bateleurs », pas besoin de directeurs de conscience qui justifient leur attitude de fausse opposition de sa Majesté en invoquant la « désespérance » et « la résignation » des travailleurs (tout comme LO et NPA) pour pouvoir dire « oui, on a dû trahir, oui, on a dû capituler en rase campagne : on n'a pas pu faire autrement ». Because : « les gens ne se bougent pas le cul ». Depuis Thorez-Staline, ils ont changé et …ils n'ont pas changé. Toujours les mêmes arguties, la même morgue bureaucratique à l'égard des « gens » et des masses. Comme si les masses étaient homogènes !

Ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche » se meurt. Nous n'aurons pas une larme pour ça. Pas un relent d'amertume. Pas un quart de seconde de nostalgie. Bruno Le Maire, qui n'a pourtant rien d'un prix Nobel, vient de déclarer : « Un vieux monde politique meurt ». Voilà une très bonne nouvelle !

Place aux travailleurs, à la jeunesse. Place aux femmes – travailleuses. Place à l'unité pour la levée de l'état d'urgence.

1 Bruno Le Maire – sources : https://www.mediapart.fr/journal/france/161215/une-droite-deux-lignes-et-tous-contre-sarkozy

---

Modifié le samedi 19 décembre 2015

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse ... la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »